

Travailleurs

PARTI POUR
UNE ALTERNATIVE
COMMUNISTE

Mensuel — N°39
Avril 1987 — 5,00F
ISSN 0754-281 X

BP 90 75961 Paris Cedex 20 - Tél. 16(1) 43 66 71 53 - Directeur de publication M. Cuisinier - Abri 1 an 200F - Commission paritaire 10402 - Imp. Presse d'aujourd'hui BP 90 75961 Paris Cedex 20

La parution de «Travailleurs» a connu des aléas ce début 87. Les raisons n'en sont pas seulement financières. Elles tiennent bien sûr au fait que nos efforts se sont centrés sur «Flash Alternative» qui a gagné en écho mais coûte cher. Les difficultés d'argent, habituelles des presses politiques militantes, relèvent de problèmes de fond. Les presses de parti ont multiplié les handicaps — faible niveau de professionnalisme, peu de moyens — et ont souvent pâti de la conception dominante du «journal-organe central» et de ses attributs de fait, idéologisme, langue de bois, sectarisme... Ces défauts une fois corrigés, ces presses souffrent toujours de l'éparpillement qui signifie éparpillement du fric, des énergies et des compétences et qui multiplie les redondances d'articles chaque mois d'une presse à l'autre. De moins en moins il est vrai, les temps sont durs. Ces contraintes imposeront-elles un renouveau de la presse engagée, sur d'autres modes, avec des ambitions neuves? Des projets se mitonnent ici et là, avec des professionnels et des idées. Nous souhaitons qu'il en sorte une (ou des?) presse ouverte, pluraliste et efficace. Dans l'immédiat, nous avons fait le choix de poursuivre l'effort sur «Flash» reconnu utile par ses lecteurs, et de maintenir par «Travailleurs»...4 pages une intervention politique régulière plus explicite qu'un édito de «Flash», mais limitée par nos moyens et compétences.

L'AIR DU TEMPS

L'année 87 sera assez dense, chapitre «décomposition/recomposition» du mouvement populaire. Les mouvements sociaux de décembre/janvier, mettant encore plus à nu ses usures et inadaptations, l'ont contradictoirement interpellé : certains y ont senti plus encore l'urgence des remises en cause, d'autres ont repris l'espoir — illusoire — de «se refaire» sans rien changer. A coup sûr, les mouvements de l'hiver ont regonflé bien des énergies: ils ont fait émerger des nouveaux acteurs parmi les jeunes générations et imposé de nouvelles exigences et responsabilités. C'est une donnée majeure des mois qui viennent.

Une autre tient aux prochaines échéances politiques, celle des présidentielles pour 88, celles des municipales et des européennes de 89. Tout cela se prépare déjà. Inutile d'insister sur le «syndrome-présidentielles» qui agite tous les mondes politiques sur le mode «c'est moi le bon candidat!»,... et qui confine au ridicule impuissant là où les challengers — en surnombre — ne sont même pas assurés de passer la rampe des 500 signatures! Les municipales mettront et mettent déjà à l'épreuve les stratégies d'alliance à gauche : la récente polémique L. Jospin / M. Vincent n'est qu'un pâle avant-goût des secousses à venir, dont l'enjeu est la perte ou le maintien à gauche de centaines de municipalités, et non des moindres! Ce contexte électoral pèse, qu'on le veuille ou non, structure les choix et les comportements et aiguillonne les ambitions. Il va dominer les échéances organisationnelles : Congrès du PS à Lille; conférence nationale du PCF en juin et Congrès en décembre; Congrès de la LCR fin mai; «primaires» pour le «présidentiable» chez les Verts, etc.

Un coup d'œil rapide sur le paysage de la gauche peut faire conclure au statu quo. Le PS suivant sa stratégie «tout pour lui tout seul» est en position de force relative, tenant plus aux effondrements à ses côtés qu'à sa propre dynamique. Son projet reste en panne malgré — à cause? — la bataille des experts. Pour autant, il ne manque pas de séduction envers la jeunesse scolarisée, aux jours de vote notamment. Demeure pour lui un sérieux problème d'alliances que ne règle pas le «conseil national de la gauche» rabougri. Le PS va — et ira — «chasser» sur les terres du fameux «centre»; de là à nouer des accords électoraux avec ses représentants, il y a une marge... que les états-majors RPR-UDF se chargeront de maintenir... Le PCF, lui, c'est «seul contre tous» devant, croit-il, reconstruire une image «révolutionnaire» épurée, nette, quitte à brutalement rejeter ceux qui s'interrogent (cf p. 4). A-t-il pleinement bénéficié des mouvements sociaux en rapport avec sa stratégie de «montée irrésistible des luttes» et avec ses efforts? On peut en douter; il serait en effet pas mal hasardeux d'extrapoler à partir des récents scores des cantonales partielles du Val-de-Marne dépassant sensiblement ceux de mars 86. Et persiste la lancinante question

des municipales 89 : il y va de sa survie dans bien des endroits; les pertes de 83 ont déjà fait très, très mal.

On le voit, l'apparente stabilité dans l'impasse est grosse de bien des turbulences. Au PCF comme au PS, ça bouge. La brutalité de la réponse du Comité central du PCF adressée à Marcel Rigout a approfondi et élargi les zones de révoltes et accéléré le processus d'identification de ces communistes en colère et en interrogation. D'où le «Manifeste» (cf p. 4); et même si le 26^e Congrès se passe mieux que le 25^e pour Roland Leroy, tout le capital d'hommes et de femmes communistes en dissidence d'avec lui, ne sera pas éparpillé et gâché... Beaucoup s'y emploient, même si le parcours est difficile et fort peu exploré jusqu'ici.

En cette année 87, s'esquissent dans les faits des logiques radicalement différentes de celles qui ont longtemps et exclusivement prévalu : les légitimismes de parti, les querelles de chapelle, les sectarismes et exclusives, les alliances destinées à contrôler l'autre ou/et à le «plumer»... A preuve, la démarche d'ouverture à l'œuvre dans le Manifeste, *La Révolution, camarades*. A preuve la volonté de convergence active «pour un arc-en-ciel des sensibilités, des aspirations et des luttes» des militants syndicalistes, associatifs et élus, militants anticaricatures, tiers-mondistes, régionalistes, féministes, écologistes, non violents, antinucléaires et pacifistes qui sont déjà un millier à avoir répondu à l'«Appel pour un Arc-en-ciel». L'air du temps serait-il en passe de changer? La recherche de la mise en commun des actions et des confrontations à l'œuvre chez les syndicalistes paysans pour les Assises paysannes ou dans le mouvement associatif immigré par exemple et les pratiques de coordination de collectifs de base lors des mouvements sociaux de l'hiver dernier, vont-elles prendre le pas sur les logiques de division et pouvoir imposer des processus d'unité? Vont-elles inscrire une nouvelle culture politique où la mise en mouvement des hommes et des femmes sur tel ou tel point comme dans l'action politique globale, impliquerait le respect et l'émergence des identités des uns et des autres, groupes et individus?

Nous faisons ce pari. Le gagner demandera du temps, de l'énergie... et la mise en œuvre de quelques «leçons» que la crise des dernières années nous a enseignées : gérer **positivement** la diversité, les rythmes et les paroles différentes en multipliant les ponts et les passerelles entre les différentes composantes; privilégier la **militance de terrain**, celle qui éprouve quotidiennement les idées et les pratiques, les innovations et les projets et facilite les convergences; prendre au sérieux la **nécessité du renouvellement en profondeur** des propositions et projets. En cette fin des années 80, on n'entre plus en politique comme on entrait en religion, chacun le sait. Rapoliner les vieux dogmes — quels qu'ils soient — ne tiendrait pas la route non plus.

* cf Flash n°174/175 et n°177

Camille GRANOT

DU PLOMB DANS LES AILES DU LIBÉRALISME ?

En janvier 86, la «Plate-forme commune pour gouverner ensemble» (RPR-UDF-CNIP) mettait en branle la dernière mouture du libéralisme à la française. Légitimée par les élections du 16 mars, la nouvelle majorité a mis à profit les premiers mois de ce pouvoirs enfin reconquis pour mettre en place les dispositifs «libérateurs» de la société française. Que de fébrilité et de précipitation! Mais voilà, cette même année 86 n'était pas à son terme que le projet libéral conduit par Chirac a rencontré de sérieux obstacles. Et de s'interroger : n'y a-t-il pas du plomb dans les ailes de la dynamique gouvernementale?

La stratégie de la droite est claire, il s'agit de redonner à la France dans le champ économique mondial, améliorer sa place sur le plan de la concurrence internationale «qui reste le facteur le plus puissant du développement» (Barre). Notre crise ne se résoudra qu'à l'échelle planétaire. Pour ce faire, l'équipe Chirac s'est empressée de redistribuer les cartes en accroissant les pouvoirs de décision économique à des états-majors «privés» (dénationalisations, abolition des avoirs illégalement expatriés, gratifications aux gros contribuables...). La fonction de l'Etat, loin d'être sous-évaluée, est recentrée : faire respecter les mécanismes de marché (stop à la socialisation rampante), maintenir les grands équilibres par l'action sur les flux monétaires, combattre les déficits publics, briser les rigidités bureaucratiques et routinières. Les entrepreneurs, quant à eux, sont gâtés : l'austérité à long terme, la libération presque totale des prix, la plus grande facilité de licenciement, le large éventail d'emplois précaires disponibles, l'allègement des charges des entreprises, tout cela leur sied à merveille. Les statistiques attendent avec anxiété la progression des taux d'investissements correspondants comme on attend le rot du bébé repu... mais ils ne voient venir qu'un chômage important et «incompressible».

Au plan international, il y a moins la hantise de l'approvisionnement énergétique. Les analyses sur le Tiers Monde sont toujours aussi équilibrées, mais le centre d'intérêt a changé. Maintenant, c'est la technologie qu'il faut faire fructifier dans quelques zones privilégiées. L'essentiel des efforts reste la conquête des marchés des pays industrialisés, la part des investissements qui leur sont réservés en témoigne. Les USA sont le nouvel Eden, l'Europe connaît un regain d'intérêt (cf l'évolution du RPR à son sujet).

Sur le plan intérieur, il y a un hic : le taux de croissance reste très bas et les prévisions n'engendrent pas l'optimisme. Comment donc reconstituer les marges, devenir compétitif? Investir serait une issue. On préfère utiliser une vieille recette qui pourtant n'a pas toujours réussi : la ponction maximum sur le bon peuple travailleur. On rogne sur tout, ne respectant même pas les besoins les plus élémentaires de santé, de retraite, de logement, etc., pour éviter toute relance éventuelle de la consommation car l'appareil productif ne le supporterait pas (!) et pour drainer le moindre denier dans les poches des capitaines de l'industrie et des finances. Plus que cela encore, on veut transformer l'immense main d'œuvre nationale en une masse travailleuse, mobile, souple, polyvalente, peu exigeante ni sur le revenu ni sur l'espoir du lendemain.

AU DÉBUT DES ONDES DE CHOC

Voilà un prix cher à payer pour assurer la prospérité du capital à travers la planète. Et Chirac, Barre ou les autres sont tout à fait décidés à en passer par là. Le processus économique d'inspiration libéral-muscled est bel et bien engagé. Nous ne sommes qu'au début des ondes de choc provoquées par l'application du programme de gouvernement RPR-UDF-CNIP, éventuellement rectifié par Barre en 86. Et dans ce cadre général, toutes les sensibilités conservatrices pourront apporter leur pierre, des plus virulents (FN) aux plus suaves (Seguin).

Jean-Michel ROUSSEL

Le «coup de jeune» de décembre 1986

«Un coup de jeune»! Le titre du bouquin de Laurent Joffrin, journaliste à Libé, convient à merveille. Car «coup» dit bien la soudaineté et la brutalité des mouvements qui ont secoué la société et le monde politique tout entiers en cette fin 86. «Jeune», cela va sans dire : le fait générationnel n'est pas seulement du mouvement étudiant et lycéen; il participe, avec d'autres composantes, du mouvement cheminot et de celui des instits. «Coup de jeune» décrit aussi les limites de la secousse : ce n'est pas encore un bain de Jouvence. Mais pour tous ceux qui, depuis quelques années — et nous sommes de ceux-là — ont diagnostiqué les «coups de vieux» que prenait dans la gueule le mouvement ouvrier et populaire, ce «coup de jeune» surgi de la société française est une sacrée chance.

Chance à saisir, sans pour autant céder à l'illusion lyrique du «tout est possible désormais» ni à la démonstration prétendument assénée de la «montée irrésistible des luttes...». L'avancée du libéralisme n'est pas stoppée; bon nombre de mesures déjà adoptées entrent peu à peu dans la vie; d'autres préparent et préfigurent des transformations en profondeur selon le credo libéral de la «double filière» en matière d'école, de santé, de protection sociale; les liens du libéralisme à la française avec les réalités concrètes, politiques, sociales, culturelles, des années 80 ne sont pas tous rompus, tant s'en faut. Le mouvement étudiant/lycéen de novembre-décembre 86 met pourtant en évidence de fortes distorsions entre le libéralisme et de larges fractions de la société, notamment de sa jeunesse (!).

Beaucoup l'ont dit : les Marches pour l'égalité, «Band Aid», «Touche pas à mon pote», Concorde 85 et Bastille 86, les petites mains vendues par milliers dans les lycées, SOS-Ethiopie, les mobilisations lycéennes pour les restos du cœur, avaient largement préparé le terrain. Comme ont interféré la culture de la BD, celle de certains chanteurs rock français, Goldman — «Je te donne toutes mes différences» — Balavoine, Renaud qui arrive en n°1, avec Tapie, dans les sondages chez les 15/19 ans. Les plus jeunes se sont éveillés à la vie sociale pendant l'exercice du pouvoir par la gauche; sans doute n'était-ce pas très emballant, mais après le 16 mars, c'est la douche froide pour certains, avec les «bavures» policières couvertes par Pasqua/Chirac, les projets drogue/Chalandon, le Code de nationalité... L'ordre moral et répressif du libéralisme cible les immigrés; il cible aussi la jeunesse. Sur fond de chômage, de précarité, persistant et de fortes inquiétudes pour l'avenir (2).

QUELLES VALEURS ?

Les valeurs portées par le mouvement des jeunes, mouvement sans précédent ces dernières années, sont peu ou prou présentes chez les cheminots et les instits.

● les valeurs d'égalité et de solidarité se manifestent dans le refus de l'exclusion, de l'élitisme, de la hiérarchie, des discriminations : c'est le refus de la sélection des étudiants et lycéens, le non au salaire à la tête du client des cheminots, le rejet de l'autoritarisme du statut de maître-directeur. Cette égalité/solidarité n'est pas ressentie, notamment chez les jeunes comme égalitarisme ou solidarité d'un groupe social homogène — solidarité de classe ou solidarité des exclus. Elle intègre un rapport particulier entre individu et collectif au sein même du mouvement. C'est une exigence individuelle — la possibilité de réussite universitaire — qui mène à la «réussite pour tous» et au rejet de la sélection Devaquet. Chez les cheminots, parmi les plus combattifs, ceux de la génération des 25/35 ans recrutés ces dix dernières années, les aspirations de meilleur épanouissement individuel, de plus grande maîtrise des choix de vie, de volonté de formation, affluent nettement dans les revendications-clés sur les conditions de travail. Céder à la tentation des étiquetages — «corporatisme», «absence de point de vue de classe», «indivi-

dualisme» — entendus dans le monde militant «classique», interdit de saisir cette dialectique «individu/collectif» inscrite dans les mouvements récents en termes nouveaux;

● un certain «réalisme» s'est exprimé dans le rejet de l'idéologie, des idéologismes, d'une globalisation : c'est le fameux «une revendication, un objectif, une cible, un mouvement pour gagner», même si le mouvement lui-même recèle bien d'autres exigences, besoins et contradictions. Gérard Mondol, dans 54 millions d'individus a trouvé une formule concentrant une exigence d'aujourd'hui : «voir le bout de ses actes». Il y a là l'affirmation individuelle, mais aussi le souci d'efficacité; le repli sur «le local et le court terme» observé ces dernières années chez bien des militants de la génération des années 68/70 n'était pas seulement un pis-aller; il répond à la même exigence d'action efficace et menée à son terme. «Voir le bout de ses actes» implique aussi la maîtrise du mouvement, l'exigence démocratique en son sein;

● volonté de maîtrise et de contrôle va de pair avec la recherche de l'unité — certains ont dit une tolérance — qui englobe le respect des différences. L'une et l'autre ont inspiré l'importance donnée aux Assemblées générales, aux comités de grève, aux «coordinations», même si les réalisations ont nécessairement été inégales, polluées parfois par d'autres intérêts et volontés politiques. L'explosion des diversités individuelles, régionales, idéologiques était patente lors des manifestations du 27 novembre et du 4 décembre : elles construisaient la force d'un mouvement unique sur un seul point, le retrait du projet Devaquet. Dans la grève cheminote, il y a eu volonté des ADC de ne pas «noyer» leurs exigences propres dans la liste faussement unifiante des revendications; la jonction avec les autres cheminots a été sans doute déficiente, à en croire certains bilans de la lutte, mais la volonté d'autonomie s'est exprimée, patente et forte. L'apolitisme revendiqué par les jeunes — essentiellement rejet des récupérations et appareils politiques — relève pour beaucoup de cette volonté d'unité et de maîtrise. Comme la mise en place des AG et coordinations chez les cheminots s'est voulue une réponse à l'hégémonie et à la division syndicale : on veut contrôler mais non se substituer aux syndicats; ceux-ci ne sont pas des «traîtres» mais doivent être au service des travailleurs. Et le mouvement étudiant/lycéen réussira ce tour de force jamais vu : faire défiler la CGT sans banderole à Paris;

● l'exigence démocratique s'exprime aussi dans le rapport à l'Etat, dans l'attachement aux valeurs de libertés individuelles, d'expression, de manifestation, que certains jeunes ont souvent symbolisées par 1789, bonnets phrygiens sur la tête et *Marseillaise* aux lèvres! Elle est manifeste dans l'attitude face à la répression. Le «CAS, vos enfants ce sont aussi des étudiants» du 27 novembre n'est pas seulement naïveté et méconnaissance de l'appareil policier et de sa fonction; il recèle une exigence démocratique fondamentale : que les points de vue, les aspirations puissent s'exprimer, y compris dans la rue, sans encourir la mort ou des blessures à vie pour tel ou telle. Après la mort de Malik et les charges policières du 4 décembre, la naïveté est cruellement tombée; l'ex-

périence de la fonction répressive de l'Etat s'est faite vite et fort. L'exigence démocratique a reçu le concours de la grande masse des parents qui, en tant que tels, ont joué un rôle dans la grande mobilisation du 10 décembre, dans l'arrêt de travail du 8 et la jonction ponctuellement réalisée avec les forces sociales organisées. Pasqua a voulu «rejouer» à 68 en mettant grossièrement en route le cycle «provocation/répression» et son coup a grandement foiré. Dans le conflit cheminot, l'affrontement de classe est plus à nu et vécu comme tel par les travailleurs, également en butte à une hiérarchie à bien des égards militaire. L'exigence démocratique est aussi présente dans la place des médias, certes en partie conjoncturelle — TF1 en attente de privatisation — mais aussi qui tient aux exigences professionnelles, déontologiques des journalistes et à de nouveaux rapports aux médias.

● autre point notable, surtout dans le mouvement étudiant et lycéen, le souci de la médiation de leurs luttes : commissions médias (et non agit/prop), organisation des coups de fil aux télévisions après le discours de Monory pour faire sauter les standards plutôt que tracts... Les jeunes «pratiquent» les médias alors que leurs aînés en lutte s'étaient bornés à les fustiger comme «instruments du capital et du pouvoir»...

MOUVEMENTS SOCIAUX ET MUTATIONS DE LA SOCIÉTÉ

Ces quelques traits plus ou moins présents dans les mouvements ne les décrivent pas; la réalité a été plus complexe et contradictoire : en eux, il y a eu du corporatisme, de l'individualisme, de la manipulation, et aussi de la division, etc. Tel ou tel fait contredit le tableau des valeurs esquissées ici; mais la controverse n'est vraiment fructueuse que si elle permet de cerner de plus près les valeurs revendiquées, brandies par le mouvement, et en quoi elles sont le produit de la France d'aujourd'hui et de demain.

Inutile d'y insister, même si c'est une question capitale : ces mouvements sont en rupture avec la logique du libéralisme — élitisme et hiérar-

chie. Situés dans le même contexte économique-social, ils ont des esquisses de contre-réponses aux réponses libérales et intègrent certaines données d'une nouvelle période. Autrement dit, ce sont des mouvements inscrits dans la période de mutations de la société française et qui, déjà, enregistrent l'échec des vieux schémas, des formes et contenus anciens...

Ainsi, les valeurs d'égalité/refus de l'exclusion prennent racine dans la mise en place de la société dite «duale». La prise en compte des diversités répond à l'éclatement et à l'éparpillement; les recherches d'unité et de maîtrise des organisations syndicales sont des solutions concrètes pour surmonter la division syndicale devenue quasi structurelle depuis la rupture de l'union de la gauche, pour reprendre possession ou du moins maîtrise des organisations en crise du mouvement ouvrier. La volonté de choisir «une revendication, un mouvement» s'efforce de trouver une alternative aux échecs successifs des globalisations revendicatrices, des journées d'action «fourre-tout», des promesses «programme commun» ou visions de l'extrême-gauche reçues comme idéalistes ou dépassées. A la fin des «trente glorieuses», en période de croissance, on peut à la fois exiger une augmentation du niveau de vie, une plus grande justice sociale et le «vivre autrement» de 68 et du post-68. Dans la deuxième moitié des années 80, les valeurs démocratiques intègrent la crise, la dualisation sociale qui se met en place, les échecs et inadaptations du mouvement ouvrier et populaire, de ses modèles antérieurs. Du moins, c'est une hypothèse d'étude et de confrontation à la réalité à explorer. Depuis quelques années, nous cherchons à comprendre les mutations économiques, technologiques, politiques, sociales, culturelles en cours : c'est loin d'être comé, maîtrisé. Mais déjà, le superstructurel de la nouvelle période s'esquisse. Certains parlent de «troisième vague», de «génération morale», de «démocratie des valeurs». Il y a du flou, et des arrière-pensées dans ces formules. Il y a aussi la recherche de ce qui naît. A charge pour nous de tenter d'y voir plus clair.

Camille GRANOT

- (1) 76% des 16/22 ont été favorables au mouvement contre la loi Devaquet, 34% déclarant y participer, 42% le soutenir.
cf L'Etat et l'opinion, clés pour 87 (Seuil)
- (2) 52% des jeunes de 13 à 17 ans se voient au chômage dans quelques années.
cf sondage SOFRES/Madame Figaro (même ouvrage p. 193)

«68 c'est vieux, 86 c'est mieux» : le mot d'ordre a surgi. Certains soixante-huitards l'ont pris avec aigreur, certains jeunes ont refusé cette référence d'«anciens combattants»; d'autres l'ont revendiquée. Pour la génération qui émerge à la mi-temps des années 80, les apports de la génération précédente sont nécessairement «vieux» — leurs propres apports s'efforçant de répondre aux problèmes d'aujourd'hui — quelles que soient leurs faiblesses ou insuffisances — sont nécessairement mieux à leurs propres yeux. Il n'y a pas là forcément jugement de valeur. Ceci étant, le mot d'ordre dit plus car il a été en grande partie construit et inspiré par la génération de 68 elle-même et par certains de ses acteurs. En France, mai 68 a été intégré dans la mémoire collective comme un échec, et seulement comme tel. En RFA, par exemple, dans une fraction de la population allemande, 68 garde son éclat, dont les Grünen sont les héritiers positifs : quand en 86 les étudiants de Berlin se mettent en grève, ils ont pour mot d'ordre 86 = 68. Ces cinq ou six dernières années, la génération de 68 qui arrive aux postes de commande de la société — appareils d'Etat, économique, médiatique, culturel — a été pour une part l'agent de diffusion d'une image dévalorisée de 68 assimilé à violence-gît idéologique sectaire, dogmatique, religieux... et ringard. Ce propos de dévalorisation procède d'une confusion permanente entre 68 et l'après-68, les années 70. Il y a plus d'idéologismes, de sectarismes — notre passé en témoigne — après 68 qu'en 68 même, avec sa composante libertaire, l'interdit d'interdire, le pouvoir de l'imagination, etc.

D'un autre point de vue, 86 est «mieux» car il intègre comme acquis, ou retrouve, réactualise, dans les conditions d'aujourd'hui, certains acquis de 68. Les jeunes d'aujourd'hui sont les enfants de la crise, ce sont aussi les enfants des soixante-huitards. Quels acquis engrangés? La place des filles dans le mouvement, qui s'y sentent plus dans leur «bon droit» et à l'aise que leurs mères. Quels acquis retrouvés? La recherche d'une démocratie de base des comités d'action, de l'assemblée générale par exemple. Et quand les jeunes, à tort ou à raison, expliquent leur différence d'avec 68 pour «ne pas reproduire les erreurs», ils indiquent une référence et une filiation. A explorer au fur et à mesure que les jeunes générations vont poursuivre leur entrée sur la scène... Un mot encore quant à l'utopie soixante-huitarde, la volonté de changement radical de société, le lien au mouvement ouvrier dont ces jeunes seraient dépourvus. L'utopie, c'est la génération de 68 elle-même qui l'a abandonnée pour large part et le mouvement ouvrier en crise, éclaté et divisé d'aujourd'hui ne saurait avoir le pouvoir de fascination du mouvement ouvrier des années 60. Par contre, il sera décisif pour l'avenir de déceler ce que contiennent d'utopie positive et motrice, profondément subversive, certaines des exigences dites «morales» exprimées en 68.

PCF : SEUL CONTRE TOUS

«Lassant!». André Lajoinie a ainsi qualifié l'intervention de Pierre Juquin devant la dernière convention nationale du PCF. Bétonnage idéologique et préparatifs d'un «grand nettoyage» pré-Congrès?

Le commentaire d'André Lajoinie a quelque chose de ridicule et de dérisoire. Dans leur Manifeste, *La révolution, camarades*, des communistes s'adressent à d'autres communistes et se posent tout haut de multiples questions ouvertes dans le monde et la France d'aujourd'hui. Sauf à prétendre qu'on en possède toutes les réponses — comme le fait Lajoinie-je-sais-tout — ces questions sont toniques, nécessaires. La convention nationale du PCF, pas plus que le récent Comité central, n'y ont répondu. Et l'interjection de Lajoinie montre assez combien il est — à côté de la plaque. Car bon nombre d'hommes et de femmes dans le pays, et parmi eux, nombre de militants et électeurs du PCF que nous côtoyons quotidiennement au travail, dans le quartier, au syndicat, dans telle ou telle association, formulent peu ou prou ces questions-là.

Tel est l'un des grands mérites du Manifeste en effet : partir de la réalité d'aujourd'hui, la réinterroger en faisant éclater le carcan des certitudes toutes faites. Cette démarche de remise en cause de communistes quant au monde des années 80 et à l'avenir, quant à eux-mêmes et à leurs rapports à la société converge avec la nôtre. «Ainsi l'identité communiste à reconstruire passe par de nouveaux rapports avec la société réelle, par la recherche des voies contemporaines de la révolution dans un pays développé et démocratique», en référence à un «marxisme authentique, celui qui repousse les dogmes et inclut les doutes» indique le Manifeste. Notre propre histoire et réflexion, celles du collectif des militants rassemblés dans le PAC y fait écho : «Il nous faut penser et transformer le monde du point de vue d'un marxisme vivant qui intègre les nouvelles réalités sociales et culturelles de ce siècle, et soumettre nos positions, nos méthodes et nos pratiques à la critique, à la remise en cause et à la réforme».

Texte de débat et de délimitation pour les communistes dits «renovateurs» à l'intérieur comme à l'extérieur du PCF, le Manifeste ouvre une vaste réflexion avec d'autres communistes et non-communistes, en confrontation avec la réalité. Il ne s'agit pas de querelles de personnes ni de règlement de comptes. Et là gît le nouveau — et sans doute le plus prometteur — quoi qu'il advienne de la confrontation interne — que le Bureau politique du PCF semble vouloir raccourcir voire escamoter — la démarche politique engagée par le Manifeste aura nécessairement des suites car elle s'efforce de s'enraciner pleinement dans la société française, consciente de l'ampleur des renouvellements théoriques et pratiques à opérer. De plain-pied dans cette démarche, nous sommes prêts à l'emprunter — et l'avons amorcé déjà — avec les communistes renovateurs et avec d'autres, dans les formes et rythmes appropriés, en débattant et expérimentant sur le terrain les réponses aux questions posées, point par point. Ce sera long, c'est une voie porteuse d'espoir.

* VI^e Congrès du PAC : «Résistances, renouvellements, convergences, pour une alternative de société» p. 11.

Le rapport présenté par Roland Leroy devant le Comité central du PCF des 26 et 27 janvier, comme l'introduction de l'intervention de Georges Marchais, visent à définir les orientations du PCF dans ce qui est qualifié de «nouvelle étape de la lutte des classes» et à jeter les bases de la préparation du 26^e Congrès qui, en décembre prochain, est destiné à «confirmer et prolonger le 25^e». En fait, les analyses contenues dans ces documents apparaissent plus destinées à justifier la stratégie du «seul contre tous» progressivement mise en œuvre depuis 1984 qu'à élaborer des perspectives répondant aux enjeux de la situation.

L'AUTOJUSTIFICATION

Deux éléments amènent Roland Leroy à parler d'une étape «nouvelle» de la lutte des classes : d'une part, le mouvement des étudiants et lycéens puis le mouvement social de décembre-janvier; d'autre part, sur le plan politique, «les préparatifs d'une nouvelle alliance entre le PS et une partie de la droite». Le rapport de Roland Leroy procède tour à tour, pour justifier ses analyses, à une surestimation et à une sous-estimation du mouvement social, selon les besoins de l'argumentation. Ainsi, d'un côté il affirme qu'il a mis «un coup d'arrêt à la politique de régression sociale» et qu'il «aggrave encore les difficultés du capital». De l'autre, il le présente comme «vérifiant nos analyses et conclusions précédentes» quant au «glissement à droite de la société française». On retrouve ces contradictions dans ce qui est avancé sur le plan politique. Les difficultés du capital sont mises en avant pour expliquer «la recherche de la structuration d'une nouvelle majorité». Georges Marchais insiste : «Les forces du capital ont besoin d'un pouvoir politique plus solide, pouvant mieux résister (souligné par nous) au mouvement populaire». Dans le même temps, il précise qu'«il va s'agir pour les forces du capital d'accentuer encore plus le glissement à droite dont nous avons parlé».

PS = DROITE = CAPITAL

Des citations de dirigeants du PS, faisant état ces dernières semaines de possibilités d'élargissement d'une future majorité présidentielle à certains centristes en cas d'élection du candidat socialiste en 88, sont utilisées pour étayer la dénonciation de l'alliance qui se préparerait entre le PS et la droite. Cette hypothèse est même présentée comme inéluctable. Roland Leroy parle d'«accord sur les questions essentielles entre le PS et la droite» et Georges Marchais affirme que «les choix de classe qui déterminent la politique à suivre sont aujourd'hui communs au PS, au RPR et à l'UDF». Les rapporteurs

vont même plus loin, et au-delà du 25^e Congrès (*) en affirmant péremptoirement qu'il y a identité entre le PS et la droite (G. Marchais : «ce qu'on présentera comme une confrontation gauche/droite» sera en fait «un choix entre la droite et la droite») et que le PS est un instrument du capital (R. Leroy : «les obstacles rencontrés par le capital, ceux qu'il rencontrera encore l'amèneront à chercher à regrouper ses forces politiques, à les concentrer»).

Cette argumentation relève plus de la méthode Coué que de l'analyse concrète. Le bilan des cinq années d'exercice du pouvoir par le PS, son absence aujourd'hui à la fois de projet explicite et de politique d'alliances pour revenir au gouvernement, manifestent en fait plus une impasse stratégique qu'un choix délibéré d'alliance à droite. Si une telle hypothèse ne saurait être écartée, la considérer comme fatale est tout à fait unilatéral. C'est, de plus, considérer comme essentiellement tactiques les divergences entre PS et droite, les différences non négligeables de politiques économiques, sociales, culturelles et idéologiques, avant et après mars 86. Les dernières années ont confirmé la sensibilité du PS aux sollicitations ou pressions, qu'elles proviennent du mouvement populaire ou des forces du capital. Identifier PS, droite, capital, conduit dans les faits au refus de peser sur les évolutions à venir, à l'évitement des enjeux, au report sine die de toute perspective de transformation de la société.

SEUL CONTRE TOUS

Dès lors, le Comité central choisit la voie de l'affirmation révolutionnaire et de la délimitation «seul contre tous» (**), du repli sur ses certitudes et réduit ses objectifs à attendre des jours meilleurs. Ainsi, Georges Marchais réduit l'enjeu des présidentielles : «la seule façon d'exprimer l'opposition à la politique d'austérité, de chômage et de précarisation est de voter pour le candidat du PCF». Ce qui conduira sans doute à affirmer, au lendemain du premier tour, que 90 à 95% des Français sont convertis au libéralisme; la preuve que le glissement à droite est bien réel! Certes, le rapport de Roland Leroy insiste sur la nécessité de rassembler largement. Mais ce rassemblement est conçu comme ralliement aux thèses du PCF et récusé toute alliance et tout respect de la diversité des intérêts et des expériences. A preuve cet enchaînement de la conclusion du rapport : «seuls à proposer une orientation de combat contre la crise, passionnés d'union...» (**).

A éviter d'affronter le réel dans ses complexités, ses difficultés et ses contradictions, on se coupe de plus en plus de la société. Il est des moments où le déclin apparaît irréversible...

Pierre BAUBY

(*) Sans retrouver le «Mitterrand pire que Giscard», titre de *L'Humanité* à l'automne 80.

(**) A preuve la réponse de Paul Laurent à un militant qui lui demandait s'il ne fallait pas changer la direction après les erreurs autocritiquées des dernières années, lors d'un débat à Paris : «Ce n'est pas la direction qu'il faut changer, mais la base. C'est elle qui s'est toujours trompée, notamment en voulant du programme commun».

(*) Si le PCF a signé l'appel des 200 organisations pour le retrait du projet de réforme du Code de nationalité et pour la manifestation nationale du 15 mars, il a fallu attendre le 5 mars pour que *L'Humanité* le signale, sans d'ailleurs indiquer le lieu du rassemblement de la manifestation, et le 10 mars pour qu'il l'annonce.

L'ABONNEMENT

soutien indispensable à notre existence et développement, peut se faire à
Travailleurs (mensuel) seul ou groupé avec Flash Alternative (hebdo)

Groupé : 6 mois 110F (soutien : 150F) — 12 mois 200F (soutien : 250F)

Séparé (un an) : Flash Alternative 90F — Travailleurs 110F

Libellez votre chèque à l'ordre de Presse d'Aujourd'hui (BP 90 — 75961 Paris
Cedex 20)